

**INSERM - Délégation Régionale PARIS ILE DE FRANCE CENTRE NORD**

**Immeuble Kadence**

**86 rue Regnault**

**CS 81471**

**75640 Paris cedex 13**

**Accord-cadre portant sur des prestations de services d'accueil et de  
réceptionniste au profit des unités de recherche de la Délégation  
Régionale Paris IDF Centre Nord**

Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à  
R.2161-5 du code de la commande publique.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT .....	3
ARTICLE 4 : DEFINITION DES INTERVENANTS .....	3
ARTICLE 5 : MONTANT DU MARCHE .....	4
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE .....	4
ARTICLE 7 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
8.1 Prestations forfaitaires.....	5
8.2 Prestations unitaires .....	5
8.3 Clause de réexamen .....	5
ARTICLE 9 : PRIX .....	6
9.1 Forme et contenu du prix .....	6
9.2 Modalités de variation du prix .....	6
9.3 Modalités de transmission des prix révisés .....	7
9.4 Clause de sauvegarde .....	7
ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION .....	7
ARTICLE 11 : MODALITES DE PAIEMENT .....	8
ARTICLE 12 : EXECUTION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
12.1 Obligations de résultat .....	9
12.2 Obligations de conseil ou d'alerte .....	9
12.3 Obligations d'information.....	9
12.4 Obligations réglementaires .....	10
ARTICLE 13 : RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU TITULAIRE A L'EGARD DE SON PERSONNEL .....	10
ARTICLE 14 : EMPLOI DE TRAVAILLEURS DE NATIONALITE ETRANGERE .....	10
ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE .....	10
ARTICLE 16 : PENALITES.....	12
ARTICLE 17 : CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE .....	12
ARTICLE 18 : ASSURANCE .....	13
ARTICLE 19 : CONFIDENTIALITE .....	13
ARTICLE 20 : DIFFERENDS- LITIGES.....	13
ARTICLE 21 : RESILIATION .....	13
21.1. Résiliation pour faute du titulaire.....	13
21.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	14
ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	14

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet des prestations de services d'accueil et de réceptionniste au profit de l'unité Inserm 970 et l'unité Inserm 1266 de la Délégation Régionale Inserm Paris IDF Centre Nord.

Les unités de recherche concernés sont :

L'Unité 970 - Centre de Recherche Cardiovasculaire situé au 56 rue Leblanc 75015 PARIS. Le Centre de Recherche est situé sur le site de l'Hôpital Européen Georges Pompidou, dans un bâtiment indépendant, jouxtant l'hôpital.

L'Unité 1266 – Institut de Psychiatrie et Neurosciences de Paris (IPNP) situé au 102 rue de la Santé 75014 Paris.

## **ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE**

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Chaque lot comprend des prestations à prix forfaitaire et des prestations à prix unitaire exécutées au moyen de bons de commande.

Les prestations à prix forfaitaire ont pour objet des prestations d'accueil et de réceptionniste au sein des unités conformément aux dispositions des articles 2 à 4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations à prix unitaires ont pour objet des prestations d'accueil et de réceptionniste complémentaires hors forfait au sein des unités.

## **ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT**

Le présent accord-cadre est alloti et comprend deux lots.

Chaque lot est traité en marché séparé avec ses propres caractéristiques.

**Le lot n°1** : Unité 970 - Centre de Recherche Cardiovasculaire situé au 56 rue Leblanc 75015 PARIS. Le Centre de Recherche est situé sur le site de l'Hôpital Européen Georges Pompidou, dans un bâtiment indépendant, jouxtant l'hôpital.

**Le lot n°2** : Unité 1266 – Institut de Psychiatrie et Neurosciences de Paris (IPNP) situé au 102 rue de la Santé 75014 Paris.

## **ARTICLE 4 : DEFINITION DES INTERVENANTS**

La Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord de l'Inserm est le Client, représentée par sa Déléguée Régionale, Madame Claire De MARGUERYE, ci-après dénommée « Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur » (RPA).

Le titulaire est le prestataire de services qui conclut les marchés avec le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique. Ce responsable est désigné dans le présent marché par le terme représentant du titulaire.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DU MARCHÉ**

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum annuel pour chaque lot.

Pour le Lot n° 1 – U970 : le montant maximum annuel du marché est fixé à 177 000 € HT.

Pour le Lot n° 2 - U1266 : le montant maximum annuel du marché est fixé à 180 000 € HT.

## **ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHÉ**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification du marché. Il est reconductible trois (3) fois par période de 12 mois par tacite reconduction, sans toutefois excéder une durée totale de quatre ans.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

La non reconduction prend la forme d'une décision écrite de l'Inserm adressée en recommandée avec accusé de réception au titulaire au moins deux mois avant la fin de chaque période annuelle.

En application de l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution doit être terminée au plus tard deux (2) mois suivant la fin du marché.

## **ARTICLE 7 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction, dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) renseigné, daté et signé pour chaque lot ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF et BPU) renseignée, datée et signée pour chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G – F.C.S) \* approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

\* Ces pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

## **ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Mentions portées sur le bon de commande :

- La référence du marché et le lot ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La désignation des prestations à exécuter ;
- Le lieu d'exécution de la prestation ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux de TVA ;
- Le montant total TTC du bon de commande.

### 8.1 Prestations forfaitaires

L'exécution des prestations de services d'accueil et de réceptionniste débute à la date qui sera fixée dans l'ordre de service pour chaque lot lors de la notification du présent marché.

Un bon de commande annuel pour les prestations de type forfaitaire sera établi sur la base des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) à l'Annexe financière à l'Acte d'Engagement de chaque lot.

### 8.2 Prestations unitaires

Pour toute demande de prestations de services d'accueil et de réceptionniste complémentaires et hors forfait, le service prescripteur adresse une demande écrite au titulaire. Le titulaire adressera au plus tard 5 jours ouvrés suivant la demande, un devis détaillant la durée, la quantité et le prix unitaire tel que mentionné dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) à l'Annexe financière à l'Acte d'Engagement de chaque lot.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins. Les factures relatives aux prestations ponctuelles sont payables après service fait.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la constatation du service fait.

### 8.3 Clause de réexamen

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet de modifications, quel que soit leur montant, conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique.

Cette clause concerne notamment :

- Les prestations forfaitaires en fonction notamment de l'évolution des prestations de services d'accueil à prendre en charge : augmentation ou diminution du nombre d'heures sur chacun des sites ;
- La modification de la périodicité des différentes prestations forfaitaires ;
- L'ajout de certaines prestations de services complémentaires et occasionnelles.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à s'entretenir pour discuter de l'incidence financière des modifications à apporter.

En cas d'accord, la demande de révision est acceptée et prend la forme d'un accord écrit ou d'un avenant.

En cas de suppression partielle de prestations forfaitaires, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

## **ARTICLE 9 : PRIX**

### **9.1 Forme et contenu du prix**

Les prix de l'accord-cadre sont les prix exprimés en Euros (€) HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière à l'AE de chaque lot dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour les prestations forfaitaires et le bordereau des prix unitaires (BPU) pour les prestations complémentaires hors forfait.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix de l'accord-cadre.

Les prix indiqués dans l'annexe financière à l'AE de chaque lot comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que tous les frais relatifs l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

### **9.2 Modalités de variation du prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres.

Les prix du marché sont fermes la première année de l'accord-cadre puis ils pourront être révisés annuellement à la date anniversaire de démarrage des prestations par application de la formule de prix suivante :

$$P = P0 \times [0,15 + (0,85 \times I / I0)]$$

**P** : est le prix révisé

**P0** : est le prix initial de la prestation établi à la date d'établissement du prix (**avril 2025**).

**I** : est la valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services - BASE 2021 identifiant 010766502 publié au Bulletin officiel par l'INSEE à la date de demande de révision des prix.

**I0** : est la valeur de cet indice INSEE du mois de la date limite de réception des offres.

Après mise en œuvre de la formule, l'indice de révision ainsi obtenu sera arrondi à la troisième décimale comme suit : si la quatrième décimale est inférieure à 5, la troisième décimale est inchangée ; si la quatrième décimale est supérieure ou égale à 5, la troisième décimale est augmentée d'une unité.

Cette formule d'ajustement est exclusive de toute autre.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalité.

### 9.3 Modalités de transmission des prix révisés

Le titulaire transmet la demande de révision de prix accompagnée du détail du calcul de la révision de prix à l'adresse mail suivante : [achats.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:achats.dr-idfcn@inserm.fr), au plus tard **deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre**.

Au-delà de ce délai, plus aucune révision de prix ne sera acceptée pour l'année en cours.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

L'Inserm Délégation régionale Paris Ile-de-France centre-nord dispose d'un mois pour accepter les prix révisés. Le silence vaut acceptation de la proposition de prix révisés transmis par le titulaire. Dans ce cas, la révision prend effet à la date anniversaire prévue à l'article 6 ci-avant.

En cas d'erreur sur la proposition transmise, l'Inserm Délégation régionale Paris Ile-de-France Centre Nord informe par écrit le titulaire de sa décision de rejet. Dans ce cas, les anciens prix sont reconduits jusqu'à l'acceptation des nouveaux prix. L'acceptation n'a pas d'effet rétroactif.

### 9.4 Clause de sauvegarde

Lorsque la hausse des tarifs (révision) a pour effet de majorer de plus de 3%, les prix précédemment appliqués, le RPA se réserve la possibilité de résilier en partie ou en totalité le présent marché, sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION**

Pour l'exécution des prestations forfaitaires, le titulaire adresse une facture « original » correspondant aux prestations fournies et correspondant à l'exécution de prestations stipulées dans le bon de commande qui a été émis par le RPA. Elles feront l'objet d'une facturation mensuelle à terme échu selon le prix global et forfaitaire indiqué en annexe financière à l'acte d'engagement de chaque lot.

Les factures pour les prestations de services complémentaires et hors forfait sont établies à terme échu selon les prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) à l'Annexe financière à l'acte d'engagement de chaque lot.

Les factures sont libellées au nom de **INSERM – Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord** et indiquent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Les noms et adresse du créancier ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- La référence du présent marché correspond au numéro de marché figurant sur l'acte d'engagement de chaque lot ;
- Le nom et l'adresse de l'unité de recherche destinataire de la prestation ;
- La désignation des prestations exécutées ;
- La quantité de prestations exécutées ;
- L'adresse du site / bénéficiaires des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Les taux et montant de la TVA en vigueur ;
- Le montant TTC des prestations exécutées.
-

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

### **Facture dématérialisé : portail Chorus Pro**

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, l'ensemble des demandes de paiement seront transmises obligatoirement par le titulaire via le portail Chorus Pro : <https://choruspro.gouv.fr>.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le numéro de Marché pour chaque lot :
- Le numéro de Siret \* : 180 036 048 02425
- Le Code service\* : **DRPNO**
- Le numéro d'engagement juridique\* (= le numéro du bon de commande qui a été émis par le RPA).

\*Ces informations se trouvent dans le cadre « Références à rappeler dans Chorus Portail Pro » du bon de commande Inserm.

Pour s'informer sur Chorus Portail Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

### **ARTICLE 11 : MODALITES DE PAIEMENT**

Les sommes dues sont payées par virement au compte ouvert au nom du titulaire et précisé à l'acte d'engagement.

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense ou à compter de la date d'exécution des prestations dudit accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire dont le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, en sus des intérêts moratoires, de 40 €.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le mandat est la Déléguée Régionale de la Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord.

Le Comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord, joignable à l'adresse mail suivante : [acs.dr-idfcn@inserm.fr](mailto:acs.dr-idfcn@inserm.fr).

L'Ordonnateur et l'Agent comptable secondaire sont situés à l'adresse suivante :

**Délégation Régionale Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord**  
**86 rue Regnault**  
**75013 PARIS**



## **ARTICLE 12 : EXECUTION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **12.1 Obligations de résultat**

Dans le cadre du présent accord cadre, le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de manière continue. Il est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications définies dans les documents de l'accord cadre et conformément aux modalités décrites aux articles 2 à 4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le titulaire doit posséder les compétences requises au regard de la nature des prestations qu'il assure dans les différentes parties de sa mission. Les compétences du titulaire sont fixées dans sa proposition (mémoire technique). La bonne exécution des prestations dépendant de ces compétences, le titulaire a l'obligation de préserver les mêmes compétences que celles proposées dans son offre initiale, pendant toute la durée du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'entreprise du titulaire, s'il le juge nécessaire. À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant à compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. À défaut de remplaçant ou si le remplaçant est récusé dans le délai d'un mois, le pouvoir adjudicateur pourra envisager la résiliation pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord cadre.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord cadre.

### **12.2 Obligations de conseil ou d'alerte**

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### **12.3 Obligations d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'Inserm tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de notifier à Madame Claire De MARGUERIE, Déléguée Régionale de la Délégation régionale Inserm Paris IDF centre-nord avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à son identification bancaire,
- à son capital social,

- et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

#### 12.4 Obligations réglementaires

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

### **ARTICLE 13 : RESPONSABILITE EXCLUSIVE DU TITULAIRE A L'EGARD DE SON PERSONNEL**

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations, objet du présent accord cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire.

Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du titulaire. Il est rémunéré par ce dernier et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire.

L'Inserm ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

### **ARTICLE 14 : EMPLOI DE TRAVAILLEURS DE NATIONALITE ETRANGERE**

Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE**

L'accord cadre inclut la possibilité pour le titulaire de recourir à la sous-traitance sur une partie des prestations objet du présent accord-cadre.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences des articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du Code de la Commande Publique.

a) Présentation d'un sous-traitant lors du dépôt de l'offre.

Le dossier de candidature du sous-traitant présenté à l'agrément du maître d'ouvrage comprend :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le titulaire en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie et disponible sur site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.
- 

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

a) Présentation d'un sous-traitant pendant l'exécution du marché

Pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché, le titulaire doit adresser à l'Inserm (Délégation Régionale Paris-IDF Centre Nord) en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le titulaire en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie et disponible sur site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur.

Les obligations qui incombent au titulaire dans ce cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'acheteur.

Les personnels réalisant les prestations devront pouvoir à tout moment prouver, sur simple demande de l'Inserm, qu'ils sont bien dûment employés par le titulaire du marché, soit par un sous-traitant qui aurait été accepté par l'Inserm.

## **ARTICLE 16 : PENALITES**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes :

<b>Définition des pénalités</b>	<b>Unité de calcul</b>	<b>Montant des pénalités forfaitaires (en € HT)</b>
Non mise à disposition de personnel chargé d'accueil au sein d'un site dans le délai fixé aux articles 2 et 5.3 du CCTP.	Par heure de retard	100 € par heure de retard et par site
Non remplacement du personnel absent pour maladie, au sein d'un site.	Par jour de manquement	100 € par jour et par site
Non remplacement du personnel absent pour congés, au sein d'un site.	Par jour de manquement	100 € par jour et par site
Non remplacement du personnel en retard au sein d'un site dans le délai fixé aux articles 2 et 5.3 du CCTP.	Par heure de retard	100 € par heure de retard et par site
Non transmission du nom, prénom et coordonnées du personnel chargé d'accueil sur site ou de son remplaçant aux responsables du sites et à l'Inserm conformément aux articles 2 et 5.2 du CCTP.	Par manquement	50 € par manquement et par site
Non remplacement du personnel à la demande des responsables de site et de l'Inserm en cas de personnel non adapté ou de compétences ou comportement non conforme aux exigences des prestations attendues conformément à l'article 5 du CCTP.	Par jour de manquement	100 € par jour et par site
Absence non justifiées aux réunions de suivis demandées par l'Inserm	Par manquement	100€ par manquement constaté
Non transmission des justificatifs visant à réduire l'impact écologique de l'exécution des prestations	Par manquement	100€ par manquement constaté
Non-respect du nombre d'heure d'insertion par lot	Par heure de manquement	3 fois le coût horaire indiquée au BPU
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'évaluation de l'exécution de la clause d'insertion	Par manquement	100 €
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des justificatifs demandés dans le cadre de la réalisation des heures d'insertion propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion	Par manquement	70 € par jour de retard à compter de la mise en demeure de l'Inserm

## **ARTICLE 17 : CESSATION D'ACTIVITE DU TITULAIRE**

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société, cette dernière serait obligatoirement tenue de poursuivre l'accord-cadre en cours d'exécution, aux mêmes conditions d'engagement conformément aux dispositions de l'article R.2194-6 du Code de la Commande Publique.

**Toute cession doit être signifiée à l'Inserm dans un délai d'un (1) mois avant sa date d'effet par tous moyens permettant d'attester sa bonne réception. Un avenant de transfert sera alors passé afin que la nouvelle société puisse continuer à exécuter les prestations de l'accord-cadre.**

## **ARTICLE 18 : ASSURANCE**

Le titulaire reconnaît être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance agréée et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché
- les actes de malveillance, etc.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

## **ARTICLE 19 : CONFIDENTIALITE**

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui.

## **ARTICLE 20 : DIFFERENDS- LITIGES**

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent accord cadre, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, est soumise au Tribunal Administratif de Paris.

Les litiges sont réglés par les lois et règlements du droit français.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Inserm d'une part et le titulaire d'autre part, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

## **ARTICLE 21 : RESILIATION**

### **21.1. Résiliation pour faute du titulaire**

L'Inserm met en demeure le titulaire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions définies à l'accord-cadre. La mise en demeure s'effectue par envoi

d'un courrier recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai d'exécution de quinze (15) jours calendaires.

Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'Inserm peut résilier le marché. La résiliation aux torts du titulaire s'effectue à ses frais et risques, aucune indemnité n'est due au titulaire.

L'Inserm ne résilie pas le marché si, dans le délai imparti, les obligations précisées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ou si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

L'Inserm se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans indemnité due au titulaire si l'une des conditions suivantes est remplie :

- quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements
- quand le titulaire a commis des actes frauduleux au cours de l'exécution du marché
- quand le titulaire a été exclu des commandes publiques postérieurement à la conclusion du marché
- en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis par le titulaire relatifs à ceux mentionnés aux articles R2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique ou de refus de produire ces pièces
- quand le montant des réfections ou des pénalités appliquées aux prestations rendues par le titulaire pour une période donnée atteint ou dépasse le montant de la rémunération prévue desdites prestations pour la même période.

#### 21.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'Inserm peut résilier l'accord cadre pour motif d'intérêt général sans indemnité due titulaire.

### **ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

<b>Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS</b>	<b>Articles du CCAG- FCS auxquels le présent CCAP déroge</b>
7	4.1
9.3	10.1.1
9.4	38 et 42
12	41
16	14.1.1
21.2	42